



## La gouvernance djihadiste : cas de la katiba Macina dans le cercle de Mopti

---

**L**a katiba Macina est un groupe djihadiste qui est installé dans le centre du Mali depuis début 2015. Leur présence est devenue officielle dans la région après l'attaque de Nampala le 25 Janvier 2015, dans la région de Ségou. Celle-ci a causé la mort de plusieurs militaires maliens.

Depuis 2017, ce groupe djihadiste est impliqué dans la gestion des affaires courantes des communautés vivant dans les zones qu'il

**Yida Seydou Diall**  
Université de Bamako,  
Mali

contrôle, particulièrement dans le cercle de Mopti. À Mopti et dans les villes environnantes, la katiba Macina gère toutes les activités économiques, religieuses et socioculturelles.

Fait assez inédit, depuis décembre 2017, la katiba Macina contrôle également la gestion des ressources naturelles. Elle fixe l'entrée et la sortie des animaux dans le Delta. Elle fixe le départ et le retour des animaux à la transhumance. Cette décision fut prise à Mopti lors de la conférence régionale des bourgoutières. La Katiba Macina est allée jusqu'à fixer le tarif des redevances bourgoutières qui ne doivent en aucun cas excéder un

montant de cinq cent mille francs CFA. Dans la gouvernance de la katiba, la coupe abusive des bois est totalement interdite et la sanction va du châtement corporel à la condamnation à mort.

Depuis fin 2019, la katiba a installé des juges islamiques dans les villages qu'elle contrôle. Dans tous les villages où le chef de village est aussi le marabout, il a la charge de juge islamique, c'est-à-dire d'appliquer la charia, à défaut, le chef du village désigne un marabout à cet effet. Ces marabouts sont souvent choisis parmi les plus impliqués dans les affaires du village ; les procès se déroulent généralement dans le vestibule du chef de village.

La police islamique est quant à elle chargée de contrôler le respect strict de la loi islamique, c'est-à-dire le respect de la tenue vestimentaire chez les hommes et les femmes, et de voir si les hommes vont régulièrement à la prière. Les contrôles se font généralement les journées des foires hebdomadaires. Le choix du jour est mû par un souci de démonstration de force à la population. La katiba est d'autant plus forte que tous les détachements de l'armée qui avaient été redéployés dans la zone ont abandonné leurs postes. Les symboles de l'État sont devenus rares à Mopti. Seuls les centres de santé rappellent encore ce qu'avait pu être l'État avant la crise.

La katiba impose un régime strict. Ses hommes punissent tout village qui n'obéit pas à leurs ordres en imposant un embargo à ses habitants ou en les empêchant de cultiver leurs champs ou d'élever leurs animaux. C'est

dans ce contexte que les villages de Dialloubé, Kouakourou et Toggiere Coumbe se sont retrouvés sous embargo en 2018 et privés du droit de cultiver leurs terres. Des animaux et des hommes ont été enlevés à Dialloubé et Toggiere Coumbe. Par principe, la katiba Macina est contre l'école française, mais en 2019 ; avant l'arrivée de l'État islamique dans le cercle de Mopti, elle avait cependant autorisé la réouverture des écoles dans les cinq communes de Konna, Fatoma, Kounari, Bassiro et Boromdougou. Toutes ces communes se trouvent dans le cercle de Mopti. Le projet a cependant échoué pour deux raisons. La première est liée à l'exigence d'Amadou Kouffà que les enseignants soient issus de la région. La seconde est due à l'arrivée des éléments du groupe État islamique dans la région. La katiba Macina avait placé des check-points sur toutes les routes ralliant les communes sous leur contrôle à Mopti. Ces check-points furent levés quand les militaires se sont retirés de leurs positions dans le Delta. Les embargos ont également été levés à la suite de très longues négociations. Ces négociations ont été conduites dans certaines localités par les notables des villages voisins et des chefs coutumiers et chefs religieux des villages sous embargo. Depuis leur arrivée il y a eu plusieurs procès conduits sur la base de la charia. Parmi les décisions prises par les juges, il y a eu des condamnations, des exécutions, ainsi que des libérations. En 2019 par exemple, dans la commune de Dialloubé, un otage ressortissant de ce village a été exécuté par la Katiba Macina. Il y a eu aussi certains otages qui ont pu s'échapper, suite à des bombardements de l'armée

malienne en 2019, avant la tenue de leur procès. En 2020 il y a eu un présumé assassin qui a été libéré après son procès et après l'aveu de témoins et le pardon des parents des victimes.

La venue de la Katiba Macina dans le Delta a profité aux femmes qui avaient jusque-là été très marginalisées dans le domaine de l'héritage. Aujourd'hui avec la gouvernance de la Katiba Macina, les femmes peuvent hériter de propriétés et de terres au même titre que les hommes. Au niveau coutumier, les Diowro (propriétaires des terres des pâturages) ont vu leur pouvoir diminuer.

Sur le plan économique, la Katiba Macina a ouvert des magasins de ventes des hijabs pour les femmes. Et sur le plan humanitaire, après le recouvrement des Zakats, les familles pauvres se sont vues attribuer leur part de l'impôt obligatoire collecté.

Tout ceci est pour dire qu'il faut comprendre le problème de la radicalisation comme étant lié à la mauvaise gouvernance, aux abus de l'État et à la recherche de gains faciles par certains individus, ainsi qu'au changement climatique et à ses effets.

Des éleveurs peuls sont ainsi devenus des jihadistes parce que cela leur permet un accès facile aux pâturages dans un contexte de raréfaction des terres. Les Peuls majoritairement représentés dans ces groupes sont pour beaucoup des propriétaires de troupeaux d'animaux. Ils ont donc besoin de terres des pâturages, et d'un accès régulier au bourgou.